MEDIAPART

POLITIQUE REPORTAGE

# À l'Olympia, une soirée pour financer l'écosystème catho-tradi

**La « Nuit du bien commun » a permis de récolter 1,4 million d'euros, lundi 9 décembre. Prétendument apolitique, l'événement caritatif, fondé par le milliardaire ultra-conservateur Pierre-Édouard Stérin, aide des associations proches des réseaux catholiques réactionnaires et des mouvements anti-IVG.**

Youmni Kezzouf - 10 décembre 2024 à 13h40

Le rideau de l'Olympia s'ouvre à 19 h 30, sous les applaudissements des près de 1 900 personnes présentes. Une voix sort des enceintes de la salle de concert parisienne pour dérouler le manifeste en forme de mise au point qui ouvre chaque étape de la Nuit du bien commun (NBC), un événement caritatif cofondé par le milliardaire ultra-conservateur Pierre-Édouard Stérin : *« Parce que certains nous prêtent des intentions politiques ou militantes, parce que d'autres parlent de la Nuit du bien commun de façon inexacte ou injurieuse, nous ressentons le besoin d'affirmer ce que nous sommes. »*

S'ensuit un long texte en forme d'ode au « bien commun », incitant les invité·es de la soirée à combattre l'obscurité du monde par leurs dons à des associations. *« Debout, libres, veillons les nuits de notre société, ensemble, contribuons à l'aurore du bien commun »*, poursuit la voix. Le commissaire-priseur de la soirée y va lui aussi de son petit message de prévention : *« On entend monter des gens qui voudraient cataloguer la Nuit du bien commun. Je sais que la situation politique nationale est compliquée, mais j'ai une certitude : la Nuit du bien commun n'est ni de gauche ni de droite, elle est du cœur. »*

Si cette soirée du lundi 9 décembre s'ouvre sur autant de précautions, c'est que son concept ne ressemble en vérité à aucun autre. Cofondée en 2017 par un milliardaire qui se veut le trait d'union entre l'extrême droite et la droite libérale-conservatrice, la structure organise des soirées dans près de vingt villes en France, afin de lever des fonds à destination d'associations censées œuvrer pour « le bien commun », mais qui sont surtout des structures de la sphère catholique réactionnaire.

Sélectionnées en amont par un comité de soutien, ces associations vont du très conservateur Institut libre de journalisme (ILDJ), qui forme des étudiant·es au service de l'extrême droite, à Canto, une application de chants « traditionnels », sur laquelle on trouve aussi des chants du III^e^ Reich. Sous couvert de solidarité, de défense de la famille, du couple ou du patrimoine, la NBC bénéficie également à tout un écosystème de structures qui assument plus ou moins ouvertement leur positionnement réactionnaire.

Certains formulent plus clairement les visées de l'initiative de Pierre-Édouard Stérin. *« La Nuit du bien commun rend possible un ruissellement d'initiatives qui passe sous les radars de la bien-pensance »*, se réjouissait, par exemple, Michel Valadier en novembre 2022. Directeur général de la Fondation pour l'école, un promoteur des écoles hors contrat, financé par la NBC à plusieurs reprises, l'intéressé avait à l'époque salué dans *Valeurs actuelles* le travail du fonds *« contre l'idéologie woke et LGBT »*. Depuis sa création, la Nuit du bien commun revendique avoir récolté plus de 20 millions d'euros.

## Un écosystème endogame

La huitième édition parisienne s'est donc tenue lundi soir à l'Olympia, propriété d'un autre milliardaire d'extrême droite, Vincent Bolloré, avec le parrainage de plusieurs de ses médias, dont C8, CNews et CStar. Une fois récupéré le panneau permettant d'enchérir et de faire des dons aux associations, les invités sont guidés par des élèves de Saint-Jean-de-Passy, lycée privé catholique du XVI^e^ arrondissement de Paris. Dans la file d'attente, une

jeune femme, surveillante au lycée Stanislas, explique qu'elle est là pour soutenir son père, président d'association : *« Il en a fait plein des NBC ! Il faisait toujours le même pitch depuis six ans, là, il a changé. »*

Le réseau fonctionne en vase clos. Les associations lauréates sont désignées par le comité de soutien au sein duquel siègent, outre des figures de l'entrepreneuriat catholique, le prince Louis de Bourbon, prétendant au trône de France, descendant de Louis XIV et de Franco, mais aussi Bernard de La Villardière, nommé récemment directeur adjoint de l'École supérieure de journalisme (ESJ) Paris version bollorisée. On y croise également Paul-François Croisille, directeur du développement d'Excellence Ruralités, spécialiste des écoles hors contrat.

Le fonds de la Nuit du bien commun est actuellement dirigé par François Morinière, président du conseil de surveillance de Bayard, qui *« revendique clairement [sa] dimension apolitique et aconfessionnelle »* et a dernièrement tenté d'embaucher Alban du Rostu, ancien bras droit de Pierre-Édouard Stérin. Malgré les dénégations des uns et des autres, les liens entre le milliardaire ultra-conservateur et la NBC sont prégnants.

En effet, plusieurs associations « lauréates » de la soirée sont aussi soutenues financièrement par le Fonds du bien commun (FBC) de Stérin. D'autres entretiennent des liens encore plus étroits : Ghislain Lafont, le président du conseil d'administration de l'Étoile du berger, un projet d'accueil de victimes de violences intrafamiliales installé dans un couvent en Isère, est aussi celui du FBC. Lundi soir, il a laissé à la directrice générale de l'association, Astrid Le Menestrel, le soin d'intervenir pour promouvoir *« l'amour véritable »*.

## Opus Dei et La Manif pour tous

À l'Olympia, les chiffres défilent. Chaque structure recevant des dons entre 100 euros et 5 000 euros, pour atteindre un total record de près de 1,4 million d'euros. Il faut dire que la soirée a été lancée par une petite présentation des dispositifs de déduction fiscale qui accompagnent l'initiative, pour les particuliers comme pour les entreprises. *« Ce soir, vous serez généreux, mais le plus généreux, ça restera… L'ÉTAT »*, hurle l'un des deux commissaires-priseurs de l'événement, sous les applaudissements du public.

Ainsi l'association À bras ouvert, qui organise l'accueil de jeunes en situation de handicap pour des week-ends ou des vacances et revendique ses « valeurs chrétiennes », récolte 131 000 euros. Elle a préféré faire monter sur scène son jeune président Ambroise de Moze plutôt que son fondateur Tugdual Derville, militant anti-IVG, qui a été délégué général du mouvement Alliance VITA fondé par Christine Boutin et une figure centrale de La Manif pour tous.

Familya, qui propose de *« prévenir les ruptures conjugales »* car *« la famille est la première valeur des Français, mais elle est extrêmement fragilisée »*, a, elle, bien envoyé à la tribune son président Thierry Veyron La Croix. Passé par l'Opus Dei, intervenant dans le réseau Alliance VITA, et revendiquant *« une vision chrétienne de l'homme »*, il présente sa croisade anti-divorce comme une bénédiction pour les finances publiques. *« La Sécu aurait tout intérêt à prendre en charge notre conseil conjugal. Un euro investi dans le conseil conjugal, c'est 5 à 11 euros d'économie de dépenses sociales »*, prétend-il.

Un peu plus tard, les pom-pom girls en pull rose de l'association La maison de Marthe et Marie encouragent les donateurs à passer le cap des 100 000 euros. Ces maisons d'accueil pour femmes enceintes, soutenues par la région Île-de-France malgré les protestations de l'opposition régionale, qui accuse l'association de collusion avec les sphères anti-IVG, se revendiquent *« sans opinion politique ni parti pris »*.

Même l'intermède gymnastique des pompiers de Paris, mis à l'honneur pour leur héroïsme dans le sauvetage de Notre-Dame, est prétexte à faire la promotion des initiatives maison de l'écosystème du « bien commun » : en l'occurrence celle du spectacle La Dame de Pierre, qui retrace l'histoire de la cathédrale. Financé en partie par des dons de la NBC, ce spectacle monté par un ancien du Puy du Fou est également soutenu financièrement par la Vendée, C8 et, encore une fois, par le Fonds du bien commun.

Youmni Kezzouf

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart - 127 avenue Ledru-Rollin, 75011 Paris.
RCS Paris 500 631 932. Numéro de CPPAP : 1224Y90071 - Directeur de la publication : Carine Fouteau